

Milton Friedman et le plaidoyer flexibiliste

Les économistes n'ont pas besoin d'en savoir long. Mais nous savons très bien une chose : comment provoquer des pénuries et des excédents. Voulez-vous provoquer une pénurie de n'importe quel produit ? Il suffit que le gouvernement fixe et soutienne un prix maximum légal, qui soit inférieur à celui qui se serait imposé autrement sur le marché. [...] Voulez-vous provoquer un excédent de n'importe quel produit ? Il suffit que le gouvernement fixe et soutienne un prix minimum légal, supérieur au prix du marché, soit en décidant qu'il est illégal de payer un prix inférieur, soit en offrant d'acheter tout ce qui est offert au prix en question. C'est ainsi qu'on observe actuellement un excédent de jeunes gens inexpérimentés à la recherche d'un emploi parce que le gouvernement a décidé qu'il était illégal pour les entreprises de payer un salaire inférieur au salaire minimum légal.

De même avons-nous été accablés pendant de si nombreuses années par les excédents agricoles parce que le gouvernement avait fixé les prix agricoles à un niveau supérieur à ceux qui se seraient imposés sur le marché.

Le même prix fixe peut provoquer un excédent à un moment donné, et à un autre, une pénurie [...] Tout ceci peut sembler bien éloigné du thème annoncé, mais ce n'est qu'une apparence. Le problème de la balance des paiements n'est qu'un autre exemple des répercussions lointaines de la fixation des prix par le gouvernement, compliqué par deux facteurs supplémentaires : il s'agit en premier lieu de deux sortes de prix (le prix de l'or, rapporté à différentes monnaies nationales, et le prix de ces monnaies elles-mêmes), et ces prix concernent plus d'un pays [...] Il existe une solution satisfaisante, et c'est la seule ; il faut abolir la fixation des prix par le gouvernement, laisser les taux devenir des prix de marché libre et, d'une manière générale, maintenir tout simplement le gouvernement à l'écart de la scène.

Supposons que, dans un tel système, à un cours de 2,80 la livre, la quantité de dollars que les gens veulent utiliser pour acheter des livres (afin de les dépenser, de les prêter ou de les distribuer) soit plus importante que celle que les détenteurs de livres souhaitent s'approprier. Les acheteurs les plus pressés offriront de payer davantage, et le prix de la livre enchérira. A mesure que son cours s'élèvera, les acheteurs de livres seront découragés - l'élévation du cours de cette devise signifiant une augmentation des prix des biens achetés à l'étranger, traduits en termes de dollars - et les vendeurs de livres seront encouragés - cette hausse signifiant pour eux qu'ils peuvent acheter davantage de biens et services américains avec un montant donné de livres. A un cours quelconque, disons 3,08 dollars, le nombre de dollars offerts correspondra au nombre de dollars demandés.

Cette hausse de 10 % du prix de la livre infléchira le coût des produits américains et anglais pour les deux nations respectives, exactement comme l'aurait fait une baisse des prix de 10 % aux États-Unis sans changement de prix en Grande-Bretagne, ou encore une hausse des prix de 10% en Grande-Bretagne sans changement de prix aux États-Unis. Mais il serait beaucoup moins gênant de modifier les taux de change de 10 % que de subir une baisse générale des prix aux États-Unis. Pourquoi ne pas laisser à un prix unique - très flexible celui-là - le soin d'opérer l'ajustement, au lieu de multiplier les modifications de prix internes, avec tout ce que cela implique comme contraintes et comme effets marginaux ? Pourquoi ne pas laisser le chien remuer la queue, au lieu de laisser la queue remuer le chien ?

Comme cet exemple le montre, un système de change fluctuant élimine complètement le problème de la balance des paiements - exactement de la même manière que sur un marché libre il ne peut y avoir de pénurie ou d'excédent, dans la mesure où les vendeurs agressifs sont dans l'incapacité de trouver des acheteurs, et inversement. Le prix peut connaître des fluctuations, mais ne peut entraîner de pénurie ou d'excédent suffisamment fort pour provoquer une crise des échanges extérieurs. Les taux de change fluctuants mettraient fin aux graves problèmes qui exigent que les secrétaires d'État au Trésor et les gouverneurs se réunissent de plus en plus souvent, pour tenter de mettre sur pied des réformes radicales. Ils mettraient également un terme aux crises accidentelles qui obligent les hauts fonctionnaires à courir frénétiquement d'une capitale à l'autre, aux appels téléphoniques au milieu de la nuit entre les banques centrales qui, pour soutenir leurs monnaies respectives, sont condamnées à aligner les prêts.

En réalité, ceci constitue précisément la raison pour laquelle on se déclare généralement opposé aux taux de change fluctuants. Toutes ces personnes qui assument des responsabilités monétaires sont des gens importants, persuadés qu'ils participent à des activités de la plus haute importance. Il est impossible, pensent-ils, que ces graves préoccupations soient uniquement liées à la fixation des taux de change et, par conséquent, il faut être un simple d'esprit pour voir que la libération des taux de change éliminerait les problèmes. (...)

M. Friedman, « Les taux de change flexibles » (extraits) in *Inflation et Systèmes monétaires*, Calmann-Lévy éd., Paris, 1969 (pp. 255.275)